

Conséquence des baisses de moyens : **Suppression de 75 % du réseau français de suivi du climat**

Malgré les ambitions affirmées par la France lors de la COP21 dans l'objectif de lutter contre le réchauffement climatique et ses effets, le manque de moyen conduit Météo-France à une diminution importante du réseau historique de suivi du climat métropolitain.

Ce réseau climatologique d'état (RCE), créé après-guerre, complète le réseau de base des stations de Météo-France et permet donc une étude et un suivi du climat à une échelle fine au sein de chaque département. En 2016, il regroupait encore 2300 postes, pour la plupart manuels. Ces points de mesures sont tenus par des observateurs bénévoles qui relèvent quotidiennement les précipitations, ainsi que pour certains les températures minimales et maximales. Ces données et celles des stations automatisées (souvent avec l'aide des collectivités locales) viennent alimenter la Base de Données Climatologiques de Météo-France, support de la mémoire du temps et du climat. Il s'agit d'une mission de base de l'établissement, dont l'intérêt est autant scientifique qu'économique.

Si les enjeux liés à l'évolution du climat sont régulièrement confirmés par les rapports successifs du GIEC et de l'OMM, la Direction de Météo-France ne s'est guère investi durant les deux dernières décennies pour ce réseau, considéré avec une certaine condescendance. La seule consigne était de maintenir à niveau, tant bien que mal, le nombre de postes existants. Des projets de rénovation du matériel ont été abandonnés, surtout face aux coûts engendrés par le nombre de points de mesure. Au fil du temps, en absence d'une politique volontaire, le RCE s'est donc peu à peu dégradé, avec nombre d'observateurs qui ont cessé leur activité pour cause de vieillesse ou de démotivation. Certains sites de mesures sont devenus moins fiables, avec un matériel hors d'âge (comme des thermomètres à mercure, théoriquement interdits !) ; mais comme un personnel consciencieux sur le terrain a continué à s'investir et à motiver les bénévoles, le RCE fonctionne toujours.

A première vue, le récent projet de modernisation de la Direction Générale pouvait donc se traduire par de vrais progrès, avec notamment une modernisation du matériel prévue dans les 5 ans. Mais en examinant ce projet de près, il s'avère que sur les 2300 postes de mesure actuels du RCE, il n'y aura que 740 postes pérennisés. Pour des raisons de coûts, seuls les postes constituant des longues séries de données (au moins 50 années d'historique de mesures) seront conservés, le bénévole hébergeant une station, via une charte assez floue... Sans considération pour leur rôle de connaissance du territoire, tous les autres postes de mesures comment à être supprimés depuis l'automne 2017, même s'ils sont proches de basculer en longue série dans les prochaines années, ou s'ils représentent un bassin de population ou une entité géographique particulier. Cette contraction drastique du RCE posera évidemment problème à tous les climatologues qui travaillent au suivi du temps et du climat à toutes les échelles, qu'ils soient météorologues, climatologues ou chercheurs universitaires, français ou étrangers. Nous sommes bien placés pour savoir qu'à l'heure actuelle, les mesures satellites, radar, objets connectés..., ou autres données fusionnées ou modélisées, sont loin de remplacer les mesures de terrain, surtout pour les études fines du climat, la réalisation de dossiers de catastrophe naturelle, etc.

Au fond, la seule ambition de la Direction de Météo-France est de supprimer la gestion du RCE actuellement réalisée par 23 postes Equivalent Temps Plein de techniciens supérieurs et d'ingénieurs sur le territoire. Tout en méprisant les centaines de bénévoles dévoués qui ont effectué durant de longues années des mesures minutieuses, souvent avec passion. Le suivi de ce RCE réduit et automatisé sera transféré aux techniciens des maintenances régionales, déjà en sous-effectif chronique, Nos collègues auront donc bien du mal à faire fonctionner ce réseau pourtant fondamental.

A l'ère de la lutte contre le réchauffement climatique, faute de moyens, « Action Publique 2022 » prend le risque de casser les thermomètres de terrain qui le suivent.